



CHAPITRE 126

Loi concernant la Commission de transport de Montréal

[Sanctionnée le 10 février 1955]

Préambule.

ATTENDU que la Commission de transport de Montréal a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle désire établir un fonds de pensions contributif pour le bénéfice de ses employés réguliers;

Qu'il y a lieu de liquider les fonds de l'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal, devenue depuis longtemps insuffisants pour répondre aux besoins futurs et même pour satisfaire à ses obligations actuelles;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi lui accordant les pouvoirs nécessaires pour remédier à cette situation et qu'il est à propos de faire droit à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Fonds de pension.

1. La Commission de transport de Montréal est autorisée à établir, par règlement, un fonds de pensions contributif pour le bénéfice de ses employés réguliers.

Pouvoirs.

2. Elle peut, à cette fin

a) conclure des conventions avec toute compagnie de fidéicommis, toute compagnie d'assurance-vie, ou tout gouvernement ou corporation autorisés à constituer des rentes viagères;

b) régler les conditions de la participation de ses employés à ce fonds de pensions, celles de leur mise à la retraite pour

CHAPTER 126

An Act respecting the Montreal Transportation Commission

[Assented to, the 10th of February, 1955]

Preamble.

WHEREAS the Montreal Transportation Commission has, by its petition, represented:

That it wishes to establish a contributory pension fund for the benefit of its regular employees;

That it is expedient to liquidate the funds of the Montreal Tramways Mutual Benefit Association, which have long been insufficient for future requirements and even to meet its present obligations;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act granting it the powers necessary to remedy such situation, and it is expedient to grant such prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Pension fund.

1. The Montreal Transportation Commission is authorized to establish, by by-law, a contributory pension fund for the benefit of its regular employees.

Powers.

2. It may, for such purpose

a. enter into agreements with any trust company, life insurance company, or any government or corporation authorized to constitute life annuities;

b. determine the conditions of participation by its employees in such pension fund, and of their retirement by reason

raison d'âge, de santé ou de durée des services, la fixation des bénéfices auxquels ils ont droit et l'administration du fonds de pensions;

c) déterminer les contributions des employés participant à ce fonds de pensions, qui dans aucun cas ne doivent excéder cinq pour cent de leurs salaires, et celles de la commission, qui, dans leur ensemble, doivent au moins égaler la somme des contributions de ces employés, mais ne pas excéder sept et demi pour cent du montant total de leurs salaires;

d) généralement adopter toute autre disposition conciliable avec la présente loi qu'elle juge propre à assurer le bon fonctionnement du fonds de pensions.

of age, health or length of service; and fix the benefits to which they are entitled and the administration of the pension fund;

c. determine the contributions of the employees participating in such pension fund, which shall in no case exceed five per cent of their salaries, and the contributions of the commission, which in the aggregate must be at least equal to the total contributions of such employees, but must not exceed seven and one-half per cent of the total amount of their salaries;

d. generally, make any other provision, consistent with this act, which it deems expedient to ensure the proper operation of the pension fund.

Appro-
bation.

3. Ce règlement entrera en vigueur à la date qui y sera fixé, pourvu qu'il ait été préalablement approuvé par le surintendant des assurances.

Modifi-
cation
par loi.

Après son entrée en vigueur, il ne pourra être modifié que par une loi de la Législature.

3. Such by-law shall come into force on the date fixed therein, provided it has been previously approved by the Superintendent of Insurance.

After its coming into force, it may be amended only by an act of the Legislature.

Approval.

Amend-
ment
by act.

Dévalu-
tion.

4. A compter de la date de cette entrée en vigueur,

a) les actifs de l'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal appartiendront au fonds de pensions de la Commission de transport de Montréal et y seront versés;

b) les pensions de retraite jusque là accordées par l'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal seront à la charge du fonds de pensions de ladite commission;

c) l'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal sera dissoute à toutes fins;

d) les sommes alors en la possession du Trust Général du Canada provenant de dépôts faits par la commission en vertu d'un acte de fiducie en date du 13 mars 1953 et d'un acte de fiducie supplémentaire en date du 18 juin 1953 appartiendront au fonds de pensions constitué sous l'autorité de la présente loi et y seront versées;

e) il en sera de même des fonds jusqu'alors mis en réserve par la commission en vue de la création d'un nouveau fonds de pensions pour ses employés.

4. From and after the date of such coming into force,

a. the assets of the Montreal Tramways Mutual Benefit Association shall be the property of the pension fund of the Montreal Transportation Commission, and shall be transferred thereto;

b. the retirement pensions heretofore granted by the Montreal Tramways Mutual Benefit Association shall be paid out of the pension fund of the said commission;

c. the Montreal Tramways Mutual Benefit Association shall be dissolved for all purposes;

d. the sums then in the hands of the General Trust of Canada, and derived from deposits made by the commission under a trust deed dated the 13th of March, 1953 and a supplementary trust deed dated the 18th of June, 1953, shall be the property of the pension fund constituted under this act, and shall be transferred thereto;

e. the funds theretofore set aside by the commission pending the creation of a new pension fund for its employees shall be dealt with in the same manner.

Devalu-
tion.

Actifs.

5. Les actifs visés par le paragraphe *a* de l'article 4 ne comprennent pas le solde des montants reçus en fidéicommis, par l'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal, en vertu de contrats d'assurance collective, lequel solde doit être distribué aux bénéficiaires selon leurs droits respectifs.

5. The assets referred to in paragraph *a* of section 4 shall not include the balance of the amounts received in trust by the Montreal Tramways Mutual Benefit Association, under group insurance contracts, which balance shall be distributed amongst the beneficiaries in accordance with their respective rights.

Assets.

Droit de participer.

6. A la date de l'entrée en vigueur du règlement, les employés qui étaient membres de l'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal au moment de sa dissolution et qui auront alors au moins l'âge minimum requis par le règlement, auront droit de participer au fonds de pension de la commission.

6. At the date of the coming into force of the by-law, the employees who were members of the Montreal Tramways Mutual Benefit Association at the time of its dissolution and who will then have at least the minimum age required by the by-law, shall have the right to participate in the pension fund of the commission.

Right to participate.

Option.

7. Rien dans la présente loi, ni dans le règlement qui pourra être adopté sous son empire, ne doit être interprété comme obligeant à participer à ce fonds de pensions les employés réguliers de la commission qui, à la date de l'entrée en vigueur dudit règlement, seront dans les conditions requises pour y être admis.

7. Nothing in this act, or in the by-law which may be passed thereunder, shall be regarded as rendering participation in such pension fund compulsory for the regular employees of the company who, on the day of the coming into force of the said by-law, are qualified to participate therein.

Option.

Participation obligatoire.

Toutefois, la participation à ce fonds de pensions deviendra obligatoire pour tous ces employés si au moins soixante pour cent d'entre eux y adhèrent.

Nevertheless, participation in such pension fund shall become obligatory for all such employees, if at least sixty per cent of them subscribe thereto.

Obligatory participation.

Participants.

8. Devront également participer à ce fonds de pensions, dès qu'ils y seront admissibles, tous employés réguliers de la commission

8. Participation in such pension fund, shall also be compulsory, upon qualification, for all regular employees of the commission

Participants.

a) en service à la date de l'entrée en vigueur dudit règlement mais ne remplissant pas alors les conditions requises à cette fin, ou

a. in its service on the day of the coming into force of the said by-law but not then qualified to participate in the fund, or

b) qui deviendront en service après cette date.

b. who enter its service after such date.

Dispositions applicables.

9. Les dispositions du paragraphe 13 de l'article 599 du Code de procédure civile s'appliquent au fonds de pension de la commission, aux contributions qui y sont versées et aux pensions qui sont payées à même ce fonds.

9. The provisions of paragraph 13 of article 599 of the Code of Civil Procedure shall apply to the pension fund of the commission, to the contributions paid to such fund and to the pensions paid by such fund.

Provisions to apply.

1950, c. 79, a. 7, am.

10. L'article 7 de la loi 14 George VI, chapitre 79, est modifié en y substituant au second alinéa les suivants:

10. Section 7 of the act 14 George VI, chapter 79, is amended by replacing the second paragraph thereof by the following:

1950, c. 79, s. 7, am.

Services exclusifs, etc.

"Les commissaires devront consacrer tout leur temps au service de la commis-

"The commissioners must devote all their time to the service of the commission

Exclusive services, etc.

sion et ne pourront occuper aucun autre emploi ou occupation rémunérée, ni aucune autre fonction publique. Ils ne pourront être ni parties, ni intéressés, directement ou indirectement, dans un contrat avec la commission ou avec la cité de Montréal ou avec une cité ou ville du district métropolitain, ni être membres d'une société ayant un tel contrat.

Excep-
tion.

Toutefois, il sera loisible à un commissaire de terminer l'exécution d'un contrat intervenu, avant sa nomination, avec la cité de Montréal, pour la refonte de sa charte, de prendre part à toute délibération et à tout travail s'y rapportant et de recouvrer toute rémunération à laquelle il peut avoir droit pour sa participation à cette refonte."

and may not have any other remunerative duty or employment or hold any other public function. They may not be parties to or be interested directly or indirectly in a contract with the commission or the city of Montreal or with a city or town of the Metropolitan district, or be members of a firm having such contract.

Nevertheless, a commissioner may complete the execution of a contract passed, before his appointment, with the city of Montreal for the consolidation of its charter, join in any debate or work relating thereto and recover any remuneration to which he may be entitled for his participation in such consolidation."

Excep-
tion.

1950,
c. 79,
a. 10, am.

11. L'article 10 de ladite loi est modifié en y remplaçant le second alinéa par les suivants:

Retraite.

"Tout commissaire pourra, après dix ans de service, prendre sa retraite avec une pension d'au plus cinq mille dollars par année, sa vie durant.

Idem.

Cependant, toute personne remplissant les fonctions de président de la commission et de gérant général de son entreprise, après avoir été pendant plus de douze ans au service de cette entreprise avant son acquisition par la commission et pendant plus de neuf ans au service de la Commission des tramways de Montréal, aura droit de prendre sa retraite, après huit années de service à la commission, avec une pension annuelle de huit mille dollars, sa vie durant."

11. Section 10 of the said act is amended by replacing therein the second paragraph by the following:

1950,
c. 79,
s. 10, am.

"Any commissioner may, after ten years' service, retire on a pension not exceeding five thousand dollars per annum, for his lifetime.

Retire-
ment.

However, any person fulfilling the duties of chairman of the commission and of general manager of its undertaking after having been for more than twelve years at the service of such undertaking prior to its acquisition by the commission and for more than nine years at the service of the Montreal Tramways Commission, shall be entitled to retire, after eight years' service with the commission, on a pension of eight thousand dollars per annum, for his lifetime."

Idem.

Effet
rétro-
actif.

12. Les dispositions des articles 10 et 11 de la présente loi ont leur effet depuis le cinq avril 1950.

12. The provisions of section 10 and 11 of this act shall have effect from and after the fifth of April, 1950.

Retro-
active
effect.

Préva-
lence.

13. Chacun des articles de la présente loi prévaudra au cas d'incompatibilité avec quelque disposition d'une autre loi.

13. Each section of this act shall prevail in case of incompatibility with any provision of another act.

Priority.

Entrée en
vigueur.

14. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.